

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 25 mars 2025 à 19 h 00

11-501

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**MARCHE RESTAURATION.
AUTORISATION DE
LANCEMENT**

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 25 membres présents, à savoir :

1	Serge PERCET	16	Hélène TISSOT
2	Marie-Antoinette BENY	17	Jacinto RODRIGUES
3	Georges ROCHETTE	18	Erycka VACHERON
4	Marie-Odile MOULAGER	19	Claude NIGON
5	Robert DEVOUCOUX	20	Martine CHAVAGNEUX
6	Sandra LIEBART	21	Jean-Yves KNECHT
7	Claude GERBAUD	22	Jacqueline DUMILLIER
8	Dominique AVRIL	23	Philippe MIKHAILOFF
9	Jean ESPEJO	24	Yvette MORETTON
10	Sylvie LAFFONT	25	Christophe DANTAN
11	Thomas CHABANNES	26	Christel GIRAUD
12	Marie REVOLIER	27	Patrick TARKA
13	Sylvain MARCHAND	28	Daniel FERNANDEZ
14	Claudie GAURIAT	29	Joseph IACONA
15	Jean-Claude CLOUPET		

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20250325-11-501-CC

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2025
Publication : 31/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Le Maire,

S. PERCET



Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Claude GERBAUD, Dominique AVRIL, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Claudie GAURIAT, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Patrick TARKA, Daniel FERNANDEZ, Joseph IACONA

Absent(e)s avec procuration : Sandra LIEBART (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Jean-Yves KNECHT (pouvoir Serge PERCET), Jacqueline DUMILLIER (pouvoir Martine CHAVAGNEUX)

Absent(e) excusé(e) : Jean-Claude CLOUPET

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Jean ESPEJO

11-501 – Marché restauration. Autorisation de lancement

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que les restaurants scolaires sont approvisionnés en repas en liaison froide par une entreprise privée. Le marché actuel couvre la période scolaire 2024/2025 et est assuré par la société API jusqu'au 31 août 2025. Il convient donc de lancer une nouvelle mise en concurrence pour une durée d'un an.

Le montant de ces prestations étant estimé à moins de 221 000 € HT, la procédure suivie sera un marché à procédure adaptée. Le nombre de repas servis en 2024 est de plus de 42 000 repas. Une publicité sera réalisée dans un journal d'annonces légales.

La commune souhaite, par ailleurs, s'engager dans la fourniture de produits de qualité afin de fournir une alimentation de qualité aux enfants et lutter contre le changement climatique. Ainsi, le prestataire devra introduire dans la composition de tous les repas des produits issus de l'agriculture raisonnée, biologique ou labellisée, et privilégiant les circuits courts de distribution, les produits AOP, à raison pour son offre de base de :

- Au moins 60% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques. Il s'agit des produits :

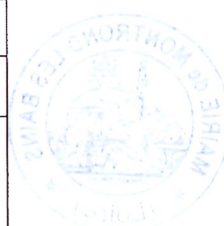
- issus de l'agriculture biologique (à hauteur de 20% maximum) ;
- bénéficiant des autres signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) ou des mentions valorisantes suivants (Label rouge, appellation d'origine (AOC/AOP), indication géographique (IGP), Spécialité traditionnelle garantie (STG), la mention « issu d'une exploitation à Haute Valeur Environnementale » (HVE), la mention « fermier » ou « produit de la ferme » ou « produit à la ferme » ;
- issus de la pêche bénéficiant de l'écolabel Pêche durable ;
- bénéficiant du logo « Région ultrapériphérique » ;
- issus du commerce équitable et issus de projets alimentaires territoriaux (PAT) (bien qu'ils ne soient pas comptabilisés dans les 60%).

Concernant les viandes et les poissons, conformément à la réglementation, 60 % des produits proposés doivent être durables et de qualité.

Un repas végétarien sera également prévu par semaine.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Qualité nutritionnelle et diététique en précisant les grammages dans la constitution des repas	20.0
2.2-Variété et équilibre des repas proposés sur une période de 4 semaines et sur tous les éléments constitutifs (entrée-plat-fromage-dessert) et l'alternat sur ces différentes composantes et variété des menus « végétariens »	5.0
2.3-Les références des fournisseurs labélisés bio ou équivalent, et les circuits courts de distribution	15.0
2.4-Proposition d'animation	5.0
2.5-Délai d'annulation de commande	5.0



Ouï et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve le dossier de consultation des entreprises
- S'engage à inscrire les crédits correspondant au Budget Primitif de chaque année
- Donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant afin de lancer la procédure de consultation des entreprises
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à négocier avec les entreprises ayant formulé la ou les offres les mieux classées au regard des critères de jugement des offres
- Donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant pour signer l'ensemble des marchés et documents à intervenir dont la notification du marché avec l'entreprise ayant présenté la meilleure offre au regard des critères de jugement des offres

Fait à Montrond-les-Bains, le 26 mars 2025

Le Maire,
Serge PERCET



Le secrétaire de séance,
Jean ESPEJO

